DELEGATION ALGERIENNE

INTERVENTION

DE

MONSIEUR NOUREDDINE KASDALLI

MINISTRE DELEGUE AUX COLLECTIVITES LOCALES

ET A LA REFORME ADMINISTRATIVE

AU SEGMENT MINISTERIEL

DE LA PREMIERE SESSION DE LA CONFERENCE DES PARTIES

DE LA CONVENTION-CADRE SUR LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

BERLIN, LE 05 AVRIL 1995

Madame le Président,
Messieurs les ministres,
Excellences,
Mesdames et Messieurs,

J'ai l'honneur et le plaisir de prendre la parole au nom de la délégation algérienne au titre de ce segment ministériel de notre conférence des parties pour vous exprimer nos félicitations les plus sincères pour votre élection méritée à la présidence de notre comité et vous assurer de notre coopération pleine et entière. Il me plaît également de noter les progrès encourageants réalisés à ce jour par le président du comité plénier, l'Ambassadeur ESTRADA.

Cet événement de portée historique qui nous réunit aujourd'hui à Berlin, représente un témoignage éloquent et une expression éclatante quant à la détermination de la communauté internationale de n'épargner aucun effort pour le respect des engagements contractés au titre de notre Convention.

Que les autorités de la République Fédérale d'Allemagne puissent trouver ici l'expression sincère de notre gratitude d'avoir abrité cette réunion. Qu'ils puissent être l'interprète de nos sentiments de reconnaissance au peuple allemand, pour l'hospitalité et l'accueil chaleureux qui nous ont été réservés.

Madame le Président,

Ma délégation s'identifie pleinement et se reconnaît entièrement dans l'importante déclaration faite par son excellence Monsieur ANGEL C. ALCALA, Ministre de l'Environnement des Philippines qui a su exprimer avec éloquence et clarté la position du Groupe des 77 et de la Chine.

Plus de deux (02) années se sont écoulées depuis la mise au point et l'adoption de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques à New York et déjà un nombre considérable de pays l'ont ratifié pendant un laps de temps très court. Ceci dénote à notre sens, une expression éclatante de l'engagement hautement politique des Etats parties,

pour faire face aux phénomènes des changements climatiques dont les conséquences néfastes ne cessent de se faire sentir sur les différentes régions à travers le monde.

La conférence qui nous réunit aujourd'hui à Berlin représente le témoignage de l'attachement de la communauté internationale et de votre pays pour une mise en oeuvre effective et intégrale des dispositions de la Convention.

Cependant, cette mise en oeuvre pour l'ensemble des pays en développement ne devrait en aucun cas, occulter les principes cardinaux sur lesquels a été édiflée la Convention, à savoir:

- le droit au développement des pays en développement, droit inaliénable consacré par les résolutions et les accords internationaux adoptés par les Nations Unies,
- la responsabilité commune mais différenciée des Etats parties, de sorte que les pollueurs soient les payeurs, à partir du moment que la responsabilité des pays en développement n'a été nullement et en aucun cas engagée,
- la souveraineté permanente des pays en développement sur leurs richesses et ressources naturelles, principe consacré par les trois (03) conventions, à savoir: celles relatives aux changements climatiques, à la diversité biologique et à la lutte contre la désertification.

Par conséquent, tout exercice tendant à renforcer la mise en oeuvre de la Convention ne devrait contourner ces principes fondamentaux. Et l'occasion nous est offerte aujourd'hui pour réitérer notre plein appui à la Convention et exprimer notre préoccupation devant la tournure prise par les délibérations au sein du comité intergouvernemental durant la phase préparatoire de la Conférence des Parties et au sein même de la Conférence au cours desquelles, la volonté de certaines parties tendant à remettre en cause ces principes cardinaux a été affichée.

En effet et tenant compte des évolutions et des changements intervenus depuis la signature de la Convention à RIO et son entrée en rigueur, nous avons noté avec préoccupation une tendance à une remise en cause des principes de la Convention qui induit de nouvelles approches qui sont à notre sens, de nature à diluer les responsabilités historiques des

pays industrialisés, qui visent à transférer le fardeau aux maillons les plus faibles de la chaîne des Nations, à savoir les pays en développement.

C'est dire aujourd'hui, l'importance particulière que les pays en développement accordent au rôle d'avant-garde que doivent jouer les nations les plus prospères en matière de lutte contre les changements climatiques, dont les conséquences graves sont subies notamment par les pays du SUD, largement démunis pour y faire face.

C'est le lieu et l'occasion aujourd'hui, pour dire encore une fois, combien les retombées néfastes des changements climatiques continuent à frapper l'Afrique, déjà éprouvée par une situation économique critique.

L'Afrique, région la plus pauvre de la planète, abritant les trois quarts de la catégorie des pays les moins avancés, demeure du point de vue climatique, la zone la plus vulnérable du globe. Les problèmes de sécheresse, de désertification, de dégradation continue des sols, de déforestation ainsi que le phénomène acridien, aggravés par la pauvreté, interpellent aujourd'hui la Communauté internationale pour engager en faveur de l'Afrique, une action d'urgence. Celle-ci doit s'inscrire dans le cadre d'une approche globale, intégrée et multidisciplinaire qui prenne en compte en priorité, une interaction véritablement orientée vers le développement, dans le cadre de la mise en oeuvre de la Convention-cadre sur les changements climatiques et celle de la Convention Internationale sur la Désertification dans les pays gravement touchés par la désertification et/ou la sécheresse, en particulier en Afrique.

La fragilité des écosystèmes, la désertification et la sécheresse, en tant que phénomène global affectant plus d'une centaine de pays à travers le monde, ne sont du point de vue scientifique et climatique que l'une des conséquences immédiates et concrètes des perturbations du système climatique. C'est la raison pour laquelle, les mesures prises pour parer aux changements climatiques devraient être étroitement coordonnées et renforcées dans le cadre de la mise en oeuvre des deux (02) conventions, en tenant pleinement compte des besoins prioritaires et légitimes des pays en développement déjà affectés en matière de croissance économique durable.

Madame le Président, la délégation algérienne se félicite de la tenue de cette première conférence des Parties à Berlin et exprime son espoir de voir les décisions ayant couronné nos délibérations, mises en oeuvre par l'ensemble des Etats parties, afin de créer une dynamique en vue d'atteindre de façon progressive et ordonnée, l'objectif ultime et les principes de la convention.

Depuis la ratification de la Convention, l'Algérie qui se situe dans une aire géographique extrêmement vulnérable aux effets néfastes des changements climatiques, particulièrement la désertification, la sécheresse et la dégradation des sols, a initié un processus tendant à promouvoir des actions coordonnées de mise en oeuvre se rapportant également à la Convention de Vienne pour la protection de la couche d'Ozone et le Protocole de Montréal relatif aux substances qui appauvrissent la couche d'Ozone.

Ainsi, mon pays en tant que Partie à ces instruments juridiques a mis en place en 1992, un fonds national pour l'environnement, une commission «Ozone» en 1993 et une commission nationale pour l'environnement et le développement durable en 1994. En Janvier 1995, le Haut Conseil pour l'environnement et le développement durable, présidé par le Chef du Gouvernement est venu à point pour consolider les mécanismes institutionnels chargés d'élaborer les directives en matière de politique générale dans le domaine de la protection de l'environnement et du développement durable.

Parmi les actions qui méritent d'être également signalées, figure le renforcement du réseau de surveillance du climat par la mise en place par l'Office National de Météorologie d'une station à mission mondiale, située à 2750 m d'altitude sur le mont ASSEKREM dans le Hoggar, en plein coeur du SAHARA et ce dans le cadre du programme de Veille de l'Atmosphère Globale, développé par l'Organisation Mondiale de Météorologie.

Par ailleurs, l'Algérie a réalisé un programme scientifique national visant à mettre en place à travers les vastes zones sahariennes désertiques, des stations et centre d'observations et de surveillance climatique dont la mission essentielle est de contrôler l'évolution de l'ensemble du système climatique et toute modification ou perturbation pouvant avoir des incidences directes sur les écosystèmes. Ce programme est appelé à être renforcé aujourd'hui afin de répondre d'une manière complète aux objectifs de la Convention.

Permettez-moi Madame le Président, de vous signaler qu'en matière de lutte contre la pollution notamment dans les centres urbains, l'Algérie a entamé depuis le début des années 80, une expérience pilote au niveau national tendant à promouvoir le gaz naturel (Procédé G.P.L.: Gaz Propane Liquéfié) comme carburant pour les transports en commun. Cette initiative dont les résultats se sont avérés encourageants, s'est vue généralisée au cours de ces dernières années sur l'ensemble du territoire national et à tous types de véhicules.

En s'acquittant de ses engagements au titre de la Convention et en fonction de ses moyens d'action, mon pays entend développer - à l'avenir - davantage cette expérience.

Madame le Président,

L'Algérie en tant que pays en développement, affecté par les conséquences néfastes des changements climatiques, réitère son engagement pour la mise en oeuvre de la Convention qui ne saurait être conçue en marge du principe du droit au développement des pays en développement. Elle devrait viser essentiellement une action internationale intégrée, selon les responsabilités communes mais différenciées des Etats, leurs capacités respectives et leur situation économique et sociale et tenir compte pleinement des besoins prioritaires et légitimes des pays en développement et de leur aspirations à un développement et une croissance économique durables, de façon à s'attaquer à l'éradication de la pauvreté.

A cette occasion, j'aimerais une fois de plus, exprimer l'importance capitale que les pays en développement attachent aux moyens de mise en oeuvre, plus particulièrement la mobilisation des ressources financières nouvelles et additionnelles et le transfert des technologies écologiquement rationnelles.

A notre sens, une mise en oeuvre effective et intégrale de la Convention requiert une mobilisation coordonnée et soutenue des moyens de mise en oeuvre en faveur des pays en développement, conformément aux dispositions de la clause dite de garantie figurant à l'article 4, paragraphe 7 de la Convention.

A cet égard, nous estimons que l'accord réalisé au cours des délibérations de cette réunion sur la question des ressources et des mécanismes financiers ne constitue qu'un premier pas dans la bonne direction. D'autres pays doivent suivre afin de permettre aux pays en développement de remplir la part de responsabilité qui est la leur au titre de la Convention.

L'Algérie est d'avis que la Conférence des Parties devrait à l'avenir examiner de très près, les moyens de mise en oeuvre mis à la disposition des pays en développement et prendre les mesures nécessaires tendant à les accroître et à les diversifier.

Mon pays en tant que Partie à la Convention, demeure convaincu que tout exercice futur visant le renforcement des engagements souscrits au titre de la Convention devrait concerner exclusivement les pays industrialisés figurant à l'Annexe I de la Convention et dont la responsabilité historique est évidente. Cet exercice devrait viser également le renforcement des moyens de mise en oeuvre mis à la disposition des pays en développement pour leur permettre de s'acquitter effectivement de leurs engagements au titre de la Convention, y compris la réalisation de leur développement économique et social en faveur des générations présentes et futures et dans l'intérêt de l'Humanité entière. La mise au point de notre Convention a été rendue possible grâce à l'esprit de compromis et aux concessions consenties par les pays en développement. C'est dire aujourd'hui, la nécessité impérieuse de veiller à ce que leurs intérêts ne soient en aucun cas ignorés lors de l'approfondissement futur du processus, né de notre Convention.

Ainsi, notre présente réunion marque véritablement le début de la mise en oeuvre des dispositions de la Convention.

Son efficacité se mesurera assurément par le degré d'application des engagements librement contractés par nos partenaires, en vue de l'instauration d'une coopération fructueuse, pour un développement durable, équitablement partagé par tous.

La Convention qui nous réunit aujourd'hui, porte en elle-même, les premiers jalons d'une telle coopération porteuse d'espoirs.

Je vous remercie.